L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 8 MAI 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI 8 MAI 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par A. de L. Lévy, aux Nos 32 rue des Magasins, Ameublements, chaussure, etc.

LA CONVENTION.

XVI.

Nôtre Devoir.

(Suite, voir *l'Abeille* du 6 et du 7 mai.)

Contrairement à la pratique suivie en Europe, on semble avoir recherché aux Etats-Unis la simplification dans les impôts. Il a fallu les charges énormes levées par la guerre de sécession pour que le gouvernement fédéral, qui prédominait ne tirait ses revenus que d'un tarif de douanes modéré et de la vente des terres publiques, eût recours aux autres catégories d'impôts, impôt sur le revenu, impôt du timbre, contributions indirectes, taxes sur les ventes &c. Mais les Etats et les municipalités, à part quelques tentatives récentes pour appliquer le "Modèle register" qui est une taxe de consommation, s'en sont tenus à leurs anciens procédés de taxation.

Le principale source de revenu, en Louisiane comme dans le plupart des Etats, est toujours la taxe foncière, basée non sur le revenu réel on supposé, mais sur la valeur assumée. Le capital est soumis aussi à une taxe égale, mais on sait avec quelle facilité il s'y dérobe par les fraudes déclaratoires. Il en est de même de l'impôt sur le mobilier qui est loin d'atteindre la valeur réelle. Quant à la cote personnelle (poll tax) qui doit frapper tous les citoyens, elle donne un résultat presque nul parce que la loi n'est pas appliquée, moins de 20,000 citoyens sur 175,000 acquittent cette taxe. L'impôt des patentes (Licenses) rapporte environ $300,000.

Lorsque le gouvernement radical issu de la reconstruction, a eu besoin d'argent, il a trouvé commode et expéditif d'augmenter purement et simplement la taxe directe pesant sur la propriété, le capital et les valeurs mobilières. Cette taxe qui était de 3 3/4 mills en 1867, a été successivement portée à 5 1/2 mills en 1868 et 1869, non compris une taxe extraordinaire de un pour cent, à 7 1/2 mills en 1870, à 14 1/2 mills en 1871 et à 21 1/2 mills en 1872 et 1873. Elle est encore actuellement de 12 mills.

Il en faisait le relevé de ce que la propriété foncière a eu à payer en Louisiane, de 1868 à 1878, pendant une période de dix ans, on serait effrayé du total. Ce ne serait pas cinq pour cent du revenu annuel en France, mais chaquante pour cent et plus si on ajoute les taxes locales qui avaient suivi aussi une progression ascendante. Le loi de répercussion si complaisamment décrite par les économistes, n'avait pas d'application possible dans notre Etat. Nos prédécesseurs agricoles, obligés par les circonstances politiques et sociales dans lesquelles nous nous trouvions, de payer le dernuit trois fois ce valeur, ne pouvaient élever les prix du sucre, du coton, du riz et du tabac de façon à recouvrer avec le profit ordinaire de la production le montant de leurs taxes, par la raison que le prix de vente de ces articles est réglé, non par leur volonté mais par les cours des marchés étrangers. Quant aux propriétaires fonciers de la ville, loin de pouvoir faire supporter à leurs locataires l'augmentation des impôts, ils se sont vus contraints de diminuer chaque année le prix des loyers, heureux encore quand ils pouvaient les toucher.

La seule loi économique qui ait reçu son entière application sous ce régime d'impôts excessifs, a été celle qui dit que tout impôt trop lourd en mal réparti est un obstacle au développement des richesses, et s'il y a eu répercussion, ce fut la répercussion de la gêne et de la misère. Les propriétaires fonciers obérés par l'impôt et des salaires trop élevés, n'ont pu payer leurs dettes et les faillites à la campagne ont eu pour contrecoup des faillites en ville. D'un autre côté, les propriétaires fonciers de la ville, ayant leurs revenus absorbés par les taxes, n'ont pu faire réparer leurs bâtisses et toutes les industries du bâtiment s'en sont ressenties, si bien que la diminution des loyers, au lieu d'être un bienfait pour les travailleurs, a été une cause de détresse par suite du chômage presque général qui en a été la conséquence.

Sans doute, de quelque façon qu'on ait été répartir les sommes énormes prélevées sous forme d'impôts par le gouvernement radical, la population laborieuse toute entière en eût souffert; mais les effets eut été encore plus désastreux par ce fait que les impôts, étant concentrés sur une seule classe de citoyens, les propriétaires fonciers, ont paralysé les affaires et le développement de la richesse. L'effet de ces impôts excessifs a été plus que n'eût été une confiscation partielle qui n'eût fait que déplacer les titres de propriété.

L'allégement apporté depuis deux ans au fardeau des taxes, a été insuffisant et la Louisiane se ressent encore des effets d'un système qui a produit tant de ruines particulières et causé une détresse générale.

Il est indispensable pour que notre Etat se relève, que la source première de tonte les richesses, la base de l'épargne, c'est-à-dire la propriété foncière soit dégrevée le plus possible d'impôts, pendant une longue période de temps. Il n'est que juste de lui tenir compte de ce qui lui a été pris et de ce qu'elle a gardé, pendant cette longue période de confiscation.

Il ne suffit pas de réduire le plus possible les frais de gouvernement et la dette publique, de façon à assurer le budget des dépenses aux proportions les plus modestes. Quelque réduite que soit la somme annuelle exigée par l'Etat pour faire face à tous ses besoins, il faut encore la répartir la plus équitablement possible et appliquer, autant que faire se pourra, cette règle salutaire de la division des impôts, dont nous avons fait connaître l'importance, car jamais, quelqu'en fusse, la propriété foncière ne sera assez dégrevée en vue du rétablissement de la prospérité générale dans l'Etat.

Rien ne proposerons pas un bouleversement complet dans le système actuel d'impôts, si défectueux que nous paraisse ce système, parce que les circonstances ne sont pas favorables à l'application de la loi de répercussion et parce qu'il faut éviter de jeter de nouvelles causes de trouble dans une situation qui n'est déjà que trop troublée. Si avantageux que pourraient être l'impôt sur le revenu ou des taxes de consommation, ce sont là des innovations trop profondes que la Convention doit pas songer à introduire en ce moment.

Prenons donc pour base le système actuel, en nous efforçant de l'améliorer, et d'y établir des modifications qui rendront plus équitable la répartition des charges publiques.

On a proposé de réduire la taxe directe à cinq mills. Bien que ce taux soit du double plus élevé que celui qui existait avant la guerre et d'un tiers plus élevé que le taux de 1867, il constitue, cependant, une forte réduction sur le taux actuel qui est de 12 mills. En admettant un accroissement pour tout l'Etat de 150 millions de dollars, une taxe de 5 mills donnerait un revenu brut de $750,000.

Il faudrait ajouter à cette somme $300,000 de l'impôt des patentes et environ $100,000 de la taxe personnelle. On aurait ainsi un budget total de $1,150,000, ou en tenant compte des non-valeurs de un million de dollars environ.

La diminution de la taxe diminuerait les non-valeurs et rendrait la perception de l'impôt plus facile.

Mais il est ne ne veut pas gêner les bons effets d'un pareil allégement, il faut se garder d'admettre des exceptions qui augmenteraient forcément la part des uns au profit des privilégiés.

Il faut, au contraire, s'efforcer d'atteindre tout ce qui a réussi à échapper à l'impôt, non pour augmenter le budget mais pour alléger le plus possible par la division le fardeau de chacun. Nous nous expliquerons plus longuement à ce sujet en parlant du capital, de l'impôt mobilier et de l'impôt des patentes et nous indiquerons comment on peut fixer plus équitablement ces deux derniers impôts en les proportionnant au loyer payé.

La Nouvelle loi fiscale sur les vins et les esprits.

—Nous avons reproduit plusieurs fois le texte de la nouvelle loi fiscale relative aux esprits et aux vins importés. Le commissaire du revenu interne vient de lancer à la date du 25 avril dernier, une série de règlements pour l'application de cette loi.

Des livres à souches de timbres ont été préparés par le département du Trésor et seront fournis aux importateurs par le collecteur. Les timbres seront apposés par un jangeur de la Douane. Les collecteurs de douane seront à décider si les marchandises devront être ou non charroyées à un entrepôt de douane pour être inspectées et timbrées, et ils pourront permettre que ces opérations soient faites sur le quai de débarquement.

Les réglements prescrivent toute une litanie d'inscription à inscrire sur les timbres spéciaux dont il est question dans la loi. A la fin de chaque mois les livres de souches seront comparés avec le rapport du jaugeur par un officier spécial et quand tous les timbres seront employés, le livre à souches sera saisissé au bureau du collecteur avec le certificat de l'officier spécial.

Tous ces réglements sont très ennuyeux, mais on remarquera que le plus grave inconvénient signalé par nous, celui du transport des vins à la Douane pour être inspectés et timbrés, peut être évité par l'usage du pouvoir discrétionnaire laissé au collecteur.

Banque des citoyens—On trouvera dans nos colonnes d'annonces le rapport officiel sur la situation de la Banque des Citoyens à la date du 26 avril 1879.

Un problème à résoudre : Où le propriétaire de l'Etoile Rouge peut-il trouver de l'argent pour pouvoir le vendre à si bon marché ?

Le Carême est venu, manger va finir.

LOUISIANE.

Vermillionville, le 3 mai 1879.

MM. les Editeurs de *l'Abeille*,

Nouvelle-Orléans.

Messieurs,

Le doute n'est plus permis! Elle s'avance enfin, rapidement, vers nous, cette voie ferrée, après laquelle nous soupirons depuis tant d'années; pour laquelle, dans des temps meilleurs, nous avons libéralement souscrit.

Sans les grande malheurs qui ont frappé la Louisiane, depuis longtemps elle aurait atteint sa destination.

Il était réservé à Pénergique Cha. Morgan d'en reprendre la continuation; et à ses successeurs de la compléter. Gloire donc à eux!

Que de merveilles seront la conséquence de ce prodigieux travail!

Bientôt le cri strident de la Locomotive va réveiller les vieux échos de nos vastes prairies. Echos que, jusqu'à ce jour, rien n'a troublé, que le ronronnement du corbeau ou le meuglement du bœuf.

Quelle métamorphose!

Là, où l'œil fatigué n'embrasse qu'un long et monotone tapis de verdure, de petites maisonnettes, des villages, des cités vont s'élever comme par enchantement.

Les deux côtés de la route se garniront d'immenses champs de cannes à sucre, de coton et de maïs.

De grands et riches jardins vont remplacer un gazon, pittoresque, sans doute, mais de peu de valeur, occupé par des cultures légumes qu'ils produiront; légumes dont la grande cité a constamment besoin.

Dans de vastes vergers seront cultivés des arbres à fruit de tous les pays, de tous les climats. Au premier rang sera le rayonnant Mangifère dont la fleur brave les frimas, nourrit Pabeille au cœur de l'hiver et pourvoit à l'enfance un fruit délicieux.

Et le théâtre de la Chine! cet arbrisseau si beau, si précieux, à la feuille toujours verte dont la propagation et la culture offrent la plus grande facilité.

Qu'attend-on pour en couvrir le Louisiane? Quoi! Depuis des siècles, l'Europe et l'Amérique, au prix de mille dangers et de sommes incalculables, vont, en Chine, chercher cette feuille d'un usage si répandu, que l'on rapporte souvent maladroite, et nous pouvons la cultiver ici, chez nous, avec le succès le plus complet!

Cet arbre, je le sais par ma propre expérience, réussit parfaitement à nos plus rudes hivers, à nos gelés les plus chaudes et les plus sucs.

En protégeant la feuille contre pour les femmes et les enfants, plaisir un amusement tout trouvé.

De chaque côté de la route seraient des plaines fertiles, entrecoupées de nombreux cours d'eau douce, où la culture du riz est aussi profitable que dans quelque partie que ce soit du globe terraqué.

Les rivaux des Bayous "Queue de Tortue," "Jus-Piqué," "Fermentation" sont garnies de forêts épaisses et profondes, capables de fournir journellement aux locomotives tout le combustible dont elles auront besoin.

Les arbres séculaires de ces forêts pleurent sous le poids de cette mousse, sous cette rampillerie, dite "Barbe Espagnole," ou bien "Crin végétal," dont le Nord et l'Europe ont un besoin très-grand.

Jusqu'à ce jour le haut prix du transport s'opposait d'en tirer le moindre parti.

Combien de ressources ignorées, combien de richesses inconnues, le voix publique du "cheval de fer" va révéler à nos populations frappées d'admiration.

Déjà Plaquemine de ce grand événement fait sentir; à un prochain avenir, également connu pour une longue opulence, ainsi annoncée l'aspect d'un fruit mûr.

Pélerins-vous, monsieurs les éditeurs, partager mon enthousiasme et la voix éclatante de votre journal encourager les habitants de l'intérieur de tous les bourgs, en complément, banquet que leur offre le chemin de fer, fêté, du Pontchartrain, passé à une longue table richement servie, jusqu'au point de départ de la "Ville du Croissant" et ne cherchons plus qu'aux bords occidentaux du Golfe de Californie.

En attendant, monsieur les éditeurs, que son merveilleux se réalisent, dans un avenir très prochain, j'ai l'honneur de vous saluer cordialement. J. R.

Pas de vous voulez un excellent portrait, il faut aller chez Lilienthal, le photographe en vogue.

Depuis plus de trente ans, il est fait usage du sirop calmant de Mme Winslow pour les enfants. Il dégage l'estomac des acides, soulage les coliques, règle les intestins, guérit la dysenterie et la diarrhée provenant de la dentition ou d'autres causes. C'est un vieux remède dont l'efficacité est parfaitement établie. 25 cents la bouteille.

Mouvement du coton.—Le rapport du comité de la récolte au Président de la Bourse nationale du coton d'Amérique, en date du 7 mai, donne pour les huit mois écoulés du 1er septembre 1878 à fin avril 1879, les chiffres suivants :

	Recapitulation. 1879.	1878.
Recettes aux ports	4,383,641	4,106,532
Envois par terre aux filatures..	207,539	210,868
Au Canada.....	12,361	1,735
En transit aux ports de l'Est.	11,434	24,196
Totaux, balles..	4,704,895	4,340,331

La consommation pour le Nord est évaluée à 1,191,266 contre 1,094,095 l'année dernière.

Les exportations pendant la même période de temps ont été comme suit : pour la Grande Bretagne 1,805,811, la Hollande 37,677, la France 295,619, le Continent 912,784, total 3,151,891.

Le total des exportations l'année dernière avait été de 2,994,068.

Pour le port de la Nouvelle-Orléans, les exportations des huit mois ont été comme suit : Grande Bretagne 583,614, Manche 8,903, France 199,181, Continent 336,864, total 1,129,562 au lieu de 1,288,804, pour la même période l'année dernière.

On remarquera que les envois directs par terre aux filatures ont pris un grand accroissement.

Demande d'information.—Le maire de la ville a reçu d'une dame de Montréal, il y a quelque temps, une demande d'information relativement à MM. Gabriel et Félix de Rosnay qui ont été venir très jeunes à la Nouvelle-Orléans avec leur mère madame de Courval de Rosnay. Ces messieurs, s'ils sont vivants, devraient avoir de 65 à 72 ans. Les personnes qui les auraient connus sont priés de donner les renseignements en leur possession au maire Patton ou à son secrétaire ou de nous les adresser.

Soulien de pêcheur à 75 sous la paire à l'Etoile Rouge.

Honneur venant de l'Europe.—Il est admis de tous côtés que les pilules du Dr Ayer sont incomparablement supérieures à tous les autres remèdes. Récemment les meilleurs démontrations connus du chimiste, elles sont particulièrement effectives contre les souffrances désordres de l'estomac pour lesquels elles sont recommandées comme infaillibles. Ces pilules sont si douces, bien que très actives, qu'elles sont souvent ordonnées par les médecins qui, autrement, ne font ordinairement les remèdes patentés. En vérité, avec les fruits du génie du Dr Ayer sous forme de pilules, salsepareille, agne cure et le cherry pectoral, on pourrait sans crainte voyager à travers les marais et l'Amérique tropicale, ou suivre Stanley dans ses voyages dans l'intérieur de l'Afrique. La maladie ne vous atteindrait pas. — *Amsterdam Nieuws Van Den Dag.*

Bottes en chevreau français, pour dames, à l'Etoile Rouge.

Je suis obligé de la nécessité que je prends, président des Etats-Unis.

TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-AMÉRICAIN.

COMITÉ FRANÇAIS

La circulaire suivante a été adressée par le comité français à tous les présidents des conseils généraux :

Paris, le 17 avril 1879.

Monsieur le président. — Le comité français a l'honneur d'appeler l'attention du conseil que vous présidez sur le projet de traité de commerce franco-américain.

Ce projet touche à de si grands intérêts commerciaux et nationaux qu'il a tout d'abord éveillé la sollicitude d'un bon nombre de sénateurs et de députés, dont nous trouvons les noms en tête de la liste des membres du comité.

Grâce à ce concours, le comité a pu se mettre à l'œuvre. Dès le mois de mars 1878, il a envoyé une première fois en Amérique un de ses membres, M. Léon Chotteau, qui, en visitant en quelques mois toutes les villes importantes des Etats-Unis, de New York à San Francisco, a réussi à faire nommer par les chambres de commerce de ces villes, des délégués chargés de les représenter à Paris, dans une conférence franco-américaine.

Répondant à l'appel du comité français, les chambres de commerce des villes les plus considérables de France ont envoyé, de leur côté, des délégués à Paris ; de telle sorte que la conférence projetée a pu se tenir dans la capitale les 7, 9 et 10 août 1878. Cette conférence, dans laquelle figuraient environ quarante délégués américains et un pareil nombre de délégués français, a adopté le projet de traité de commerce que vous trouverez dans le dixième bulletin ci-joint.

Cette base du traité une fois posée, notre comité a dû la soumettre aux principales chambres de commerce de France et des Etats-Unis.

De septembre à novembre 1878, le Havre, Bordeaux, Lyon, Nantes, Tours, Mâcon, St-Etienne, Marseille, Reims et Lille ont été visités par M. Léon Chotteau et plusieurs de nos collègues, et le projet a été approuvé par toutes ces chambres, à l'exception de deux seulement. Toutefois, le comité français ne s'est pas contenté de cette approbation générale ; il a voulu ouvrir une enquête sérieuse sur la situation faite à nos diverses industries par les tarifs américains. Dans ce but, il a créé dans son sein une commission d'études, laquelle a envoyé aux présidents des principales chambres de commerce un questionnaire, rédigé par ces chambres à désigner des rapporteurs spéciaux chargés de transmettre au rapporteur général du comité français, M. Hippolyte Cahuzac, tous les renseignements de nature à éclairer nos législateurs sur le projet de traité.

Un mouvement analogue s'accomplit aux Etats-Unis. Le délégué du comité, M. Chotteau, visite une seconde fois l'Amérique, et il soumet aux commerçants et aux industriels américains les bases du traité. Cette seconde mission du délégué français a plus de succès encore que la première. Boston, Baltimore, New-York et Philadelphie, ces villes rebelles jusqu'ici à toute révision des tarifs, ont pris en sérieuse considération le traité et nommé des commissaires chargés d'étudier la question.

Enfin, le pouvoirs exécutif lui-même semble plus favorable à l'idée d'un traité, et une dépêche récente nous apprend que le comité des voies et moyens (commission des douanes) paraît disposé à admettre le principe.

C'est en vue de donner une impulsion nouvelle à un mouvement aussi heureusement commencé dans les deux mondes que nous nous adressons aux conseils généraux.

Cet appel n'est d'ailleurs point nouveau. Déjà l'année dernière plusieurs conseils généraux ont mis la question à l'ordre du jour. Le conseil général de la Seine s'en est saisi ; ceux d'Ille-et-Vilaine, de la Charente et de la Gironde ont émis des vœux favorables au projet de traité franco-américain, et ce dernier conseil a, en outre, envoyé une pétition au président de la République.

Le comité croit aujourd'hui pouvoir affirmer que le succès est assuré. Il n'a pas qu'une voix s'élève contre le traité ; on ne voit que vœux ardemment formés à l'heure où le comité français et la Chambre des députés vont être appelés à se prononcer sur le projet de traité.

Il ne reste donc plus qu'à faire appel à l'énergie et à la bonne volonté de tous ceux qui ont à cœur le développement de notre commerce, pour que le traité franco-américain ne reste pas à l'état de lettre morte.

Nous vous prions, monsieur le président, de vouloir bien mettre à l'ordre du jour de votre conseil général la question du traité franco-américain, et nous vous prions de nous faire connaître le résultat de la délibération que votre conseil aura prise à ce sujet.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de notre considération distinguée.

Le président du comité français,
Le secrétaire, A. Dumouchel.

Il y en a qui se mettent le doigt dans l'œil, d'autres qui ont de vrai bâtons dans les roues.....Il y en a aussi qui ont le bon esprit de ne se chagriner que à l'Etoile Rouge.

Le cause de la prospérité dans notre pays dépend essentiellement de la prospérité de l'agriculture. Aussi, le gouvernement fédéral a-t-il toujours compté aussi comme un de ses devoirs les plus importants de favoriser cette industrie par tous les moyens qui sont en son pouvoir. Les efforts qu'il a faits dans ce but ont été couronnés de succès, et nous sommes heureux de pouvoir annoncer que les récoltes de cette année promettent d'être plus abondantes que celles de toutes les années précédentes. Je vais ajouter que la Louisiane est aussi appelée à prendre un rang élevé parmi les états qui contribuent à la prospérité générale de la nation.

Le Département de l'Agriculture a été établi dans le but de répandre parmi le peuple des informations utiles sur les différentes branches de l'agriculture, et de faire des recherches et des expériences sur les meilleurs moyens de cultiver le sol, de combattre les maladies des plantes et des animaux, et de développer les ressources agricoles de la nation. Il a été organisé de manière à pouvoir rendre de grands services à l'agriculture, et il a déjà commencé à le faire. Il a publié des rapports et des bulletins qui ont été très appréciés, et il a introduit dans le pays des graines et des plantes nouvelles qui ont été cultivées avec succès. Il a aussi fait des recherches importantes sur les maladies des animaux domestiques, et il a découvert les causes et les remèdes de plusieurs de ces maladies. Il a fait des expériences sur la culture du tabac, du sucre, du coton, du riz, du thé, du sorgho, et il a publié des rapports sur chacune de ces cultures. Il a aussi fait des recherches sur la culture de la vigne, et il a distribué des boutures de vignes françaises, allemandes et hongroises, qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du thé, et il a distribué des graines et des plants de thé qui ont été cultivés avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du tabac, et il a distribué des graines de tabac qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du sucre, et il a distribué des graines de sucre qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du coton, et il a distribué des graines de coton qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du riz, et il a distribué des graines de riz qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du thé, et il a distribué des graines de thé qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du tabac, et il a distribué des graines de tabac qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du sucre, et il a distribué des graines de sucre qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du coton, et il a distribué des graines de coton qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays. Il a fait des recherches sur la culture du riz, et il a distribué des graines de riz qui ont été cultivées avec succès dans différentes parties du pays.

Rapport sur la situation DU DÉPARTEMENT DE BANQUE DE LA Banque des Citoyens de la Louisiane,

A la Nlle-Orléans, Etat de la Louisiane A la clôture des affaires, le 26 avril 1879.

ACTIF.

Propriété foncière		$ 319,656 20
Mortgage		241 45
Autres biens et actions		24,023 00
Département des hypothèques		602,764 20
Prêts et escomptes remboursables après 90 jours.....	$262,755 22	
Prêts et escomptes remboursables dans les 90 jours..	410,597 10	
Prêts sur demande.	370,809 26	
		1,043,961 60
Dû par d'autres banques et banquiers		197,286 22
Dépenses courantes		11,337 45
Espèces—Or.....	$12,800 00	
Argent.....	13,421 00	
Billets des E. U. et des banques nationales..	507,750 00	
		533,477 00
	PASSIF.	$2,234,617 60
Capit. action payé	$1,500,000 00	
Résidence non-divi. de.....	43,884 00	
		$1,543,884 00
Dividendes non-payés.....	2002 00	
Dépôts portant intérêt.....	5,934 00	
Dépôts ne portant pas intérêt.....	980,443 00	
Dû aux banques et banquiers.....	276,979 20	
		1,275,952 20
		$2,234,617 60

Nous, de la banque des Citoyens, susnommée, affirmons que le rapport ci-dessus est exact en somme et entier de notre connaissance.

JAS J. TABLESTON, Caissier.

Sd. A. BALFREY,
DURAN F. KENNER, Directeurs.

Etat de la Louisiane,
Paroisse de Orléans.

Fait et souscrit devant moi, ce 28e jour d'avril 1879. A. FLIOT, notaire.

Publié conformément à l'acte du 21 de 1877, E. A. BURKE, Trésorier d'Etat.

8 mai—2t

Banque des Agriculteurs de la Nlle-Orléans, 6 mai 1879.—A vis est par présent donné que l'assemblée générale des actionnaires de cette banque pour l'élection de directeurs pour l'année ensuivante aura lieu au bureau de la banque, le premier lundi de juin prochain, entre les heures de 10 et 12 a. m. ou en cas d'empêchement légal ce jour-là, le premier jour subséquent qui ne sera pas un jour légal entre les heures susdites. Toute information qui pourra être désirée sera donnée par le caissier. Par ordre du Bureau.

Geo. Mather, secrétaire.

Succession de Mme Clémence d'Aunoy, veuve de Jean Baptiste Lacroix, décédée le 24 avril 1879.—Un jugement a été rendu le 5 mai courant, ordonnant la vente publique des immeubles dépendant de cette succession, aux enchères publiques, devant la porte de l'église de la Nouvelle-Orléans, le premier samedi de juin prochain, à midi, savoir :

Un lot de terre situé en la Nouvelle-Orléans, dans la 1re municipalité, sur la rue Bourbon, entre les rues Conti et Bienville, numéro 104, mesurant 30 pieds de front sur 120 de profondeur, avec les bâtisses et améliorations y existant.

Pour plus amples détails, s'adresser à Me Paul Fourchy, avocat, rue Carondelet, No 61.

Mme P. Lacroix,
Mme Vve Fourchy,
Mme Vve Cornay,
Mme Vve Lacroix,
Mme Vve Lacroix,
Mme Vve Lacroix